

Les Croates infligent une véritable défaite aux milices serbes

L'OFFENSIVE CROATE a infligé une véritable défaite aux milices sécessionnistes serbes qui occupent, depuis plus de trois ans, le quart du territoire de la Croatie. L'armée croate a même fait prisonniers, jeudi 4 mai, en violation d'un accord passé avec l'ONU, un millier de Serbes, civils ou combattants, après la prise de la ville de Pakrac, à l'est de Zagreb. Mais cette victoire, obtenue sans que l'armée croate subisse de graves pertes, a provoqué un réflexe d'unité dans les rangs des différentes milices serbes en contribuant à gommer les dissensions apparues depuis un an et en offrant un regain de popularité aux plus extrémistes d'entre elles.

Lire page 3

Cinq étrangers assassinés en Algérie

Cinq étrangers (deux Français, un Canadien, un Anglais, un Tunisien) et un Algérien ont été assassinés vendredi matin à Ghardaïa dans une zone industrielle, annonce un communiqué officiel. p. 3

Les surprises du compte suisse du sénateur Arreckx

Maurice Arreckx, sénateur (UDF-PR), détenu depuis août 1994, a indiqué au juge Rolland que son compte bancaire suisse a été alimenté par la Compagnie générale des eaux et la Lyonnaise des eaux-Dumez. p. 12

La rivalité Fabius-Aubry

Lui a presque tout connu de la politique, elle a encore beaucoup à en apprendre. L'un et l'autre incarnent les espoirs de rénovation du PS. p. 14

Les crèmes bronzantes en procès

L'Europe veut interdire les produits accélérants de bronzage contenant du psoralène qui multiplierait les risques de cancer cutané. Seule la France a voté contre cette proposition. p. 11

Les éditoriaux du « Monde »

Tension au Sri Lanka ; Un référendum de dernière minute p. 16

M. Jospin accuse M. Chirac d'« irresponsabilité » après sa proposition de référendum sur l'Europe

Deux entretiens au « Monde » : le maire de Paris précise ses projets de réforme fiscale et le candidat socialiste insiste sur sa volonté de moderniser la vie politique

LES DERNIERS JOURS de la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle sont dominés par un petit coup de théâtre : l'annonce par Jacques Chirac, dans un entretien publié par *La Croix* (daté 5 mai), d'un nouveau référendum sur l'Europe, au terme de la conférence inter-gouvernementale qui doit élaborer, en 1996, un traité sur les institutions de l'Union. Ce référendum aurait aussi valeur de confirmation de l'engagement de la France dans l'Union économique et monétaire, un ou deux ans avant le passage à la monnaie unique.

Le maire de Paris avait évoqué cette possibilité à la fin de 1994, sans y revenir dans son exposé de politique étrangère, le 16 mars, marqué par une affirmation forte de sa volonté de continuité dans la construction européenne. Lionel Jospin a aussitôt accusé M. Chirac, jeudi 4 mai, de « légèreté » et d'« irresponsabilité » pour avoir « tout d'un coup sorti une proposition qui semble créer un trouble sur les marchés monétaires ». Le franc a accusé une légère baisse au cours de l'après-midi. Dans un entretien accordé au *Monde*, M. Jos-



pin précise ses critiques sur les fluctuations européennes de M. Chirac.

Proche du maire de Paris, Alain Juppé a précisé, le même jour, le projet d'une réforme fiscale. Dans un entretien accordé au *Monde*, M. Chirac confirme, pour sa part, qu'il mettra en chantier, s'il est élu, deux projets. Le premier vise à relever provisoirement le taux su-

périeur de la TVA dans un double but, celui d'assurer un financement provisoire à la Sécurité sociale, en attendant que la croissance génère des recettes supplémentaires, ensuite abaisser le coût du travail en réformant le système de financement de la protection sociale. La seconde réforme, qui bouleverserait de fond en comble le paysage fiscal fran-

çais, tendrait à fusionner à moyen terme l'impôt sur le revenu et la contribution sociale généralisée. M. Juppé nous a précisé que le rapprochement de ces deux impôts pourrait être accompagné d'un début de mise en œuvre du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

Lire pages 6 à 10

Le limogeage de Kiran Bedi, directrice adulée de la plus grande prison indienne

NEW DELHI de notre correspondant

Pour des millions d'Indiens, elle était le symbole de la probité, du courage et de l'efficacité, trois qualités très appréciées par l'élite d'un pays qui conspu souvent la corruption et le laxisme des fonctionnaires ou des politiciens. Kiran Bedi était la directrice de Tihar Jail, la prison de New Delhi. Son brutal limogeage, le 3 mai, fait déjà dire à ses partisans que M^{me} Bedi a peut-être été victime de son succès...

A son arrivée, la plus grande maison d'arrêt du sous-continent indien - huit mille prisonniers pour une capacité moitié moindre - était un univers carcéral surpeuplé et chaotique, où les « matons » arrondissaient volontiers leurs fins de mois en vendant de la drogue aux détenus. Aujourd'hui, elle laisse derrière elle une prison dont les conditions de vie se sont considérablement améliorées : les prisonniers assistent à des cours de langues étrangères, les analphabètes apprennent à lire et à écrire, et tous ont le choix de pratiquer, à l'aube, la méditation bouddhiste.

Casque de cheveux courts, vêtue à la garçonnette et refusant obstinément de porter le sari, M^{me} Bedi travaillait avec acharnement, visitant chaque matin les différents blocs de cette immense prison et s'informant personnellement des desiderata de ses « pensionnaires ». Elle avait même institué un système de boîte à lettres qui permettait aux détenus de lui envoyer des messages personnels en cas de pro-

blème. « Maintenant, nous ne sommes plus des gardes-chiourmes, nous sommes des surveillants », proclamait-elle. Ce qui ne l'empêchait pas de manier son monde d'une main de fer, conduisant le personnel masculin à la baquette.

Mais « madame », comme tout le monde l'appelait ici, était peut-être devenue trop populaire, s'attirant les jalousies de l'administration pénitentiaire. Le lieutenant-gouverneur de New Delhi vient de la démettre de ses fonctions au motif que son comportement allait à l'encontre des « règles de sécurité ». Entre autres « erreurs », on lui reproche d'avoir fourni une machine à écrire électrique au fameux criminel français d'origine vietnamienne Charles Sobhraj, dit « le Serpent », qui est en train d'écrire un livre sur « madame » !

Sa soif de reconnaissance et sa lune de miel avec les médias - indiens ou étrangers - avaient fait d'elle une héroïne de l'Inde moderne. Tihar Jail prenait parfois des allures de studio de télévision où se bousculaient les équipes de tournage venues filmer les surprenantes réalisations de M^{me} Bedi... Un tel « laxisme » était devenu intolérable aux yeux du gouverneur.

« Les intérêts des gens en place ont triomphé », a-t-elle déclaré au *Monde* à l'annonce de son limogeage, qui est officiellement présenté comme un « transfert ». Et d'ajouter : « Le système féodal encore en vigueur en Inde se sent menacé par ceux qui osent se conduire en profes-

sionnels. » Qu'importe : cette féministe, qui croit à l'Inde « qui marche » et s'enorgueillit du sang afghan qui coule dans ses veines, nourrit de plus hautes ambitions. « La politique ? Je vais y réfléchir », nous avait-elle répondu récemment alors que les différents partis indiens commençaient sérieusement à la courtiser.

Puritaine jusqu'à la caricature - elle a interdit les préservatifs en prison, estimant que l'homosexualité « n'existe pas dans les murs » -, cette cheftaine de quarante-cinq ans, qui vit loin de son mari et ne s'en porte pas plus mal, a parcouru le monde ces derniers mois. Elle a pris le petit-déjeuner avec Bill Clinton, assisté au sommet de la pauvreté à Copenhague et délivré son message du « carcéral à visage humain » dans les prisons américaines ou britanniques.

Ancienne championne de tennis, elle a été la première femme reçue au concours du prestigieux corps de l'Indian Police Service. Elle s'était distinguée dès le début de sa carrière pour avoir osé charger toute seule, avec un bâton, une manifestation de sikhs qui avançait sur elle sabre au clair... Le prix Magsaysay, équivalent asiatique du Nobel, était venu récompenser en 1994 cet itinéraire hors du commun. Mercredi soir, alors qu'elle sortait d'un séminaire, la foule l'a ovationnée et des femmes ont éclaté en sanglots. Kiran Bedi s'en va. Le mythe, lui, reste intact.

Bruno Philip

La tentation populiste

LE CLASSIQUE affrontement droite-gauche au second tour de l'élection présidentielle ne doit pas masquer la tentation populiste qui séduit les Français de manière récurrente. Jean-Marie Le Pen mêle les héritages du général Boulanger et de Pierre Poujade, auxquels il ajoute un zeste de pétainisme. Au premier tour, un électeur sur cinq a voté pour le Front national ou pour Philippe de Villiers, et si la justice a privé le « populisme de gauche » de son héraut en disqualifiant Bernard Tapie, il ne faut pas oublier qu'au scrutin européen, l'année dernière, les candidats protestataires avaient réuni sur leur nom plus de suffrages que les formations politiques classiques.

Le phénomène dépasse la permanence d'une extrême droite raciste et antidémocratique et déborde les frontières françaises. Il épargne largement les Etats stables, aux institutions politiques éprouvées, à l'économie sinon prospère, du moins policée, aux relations so-

ciales codifiées. Il éclate au contraire dans les pays en crise ou en mutation, où la classe politique ne répond plus aux aspirations des gouvernés, où le système représentatif ne représente plus la société, où les élites sont soupçonnées de corruption, les corps intermédiaires déconsidérés, les technocrates accusés de monopoliser le pouvoir. Apparaissent alors des personnalités charismatiques, des apprentis-chefs qui prétendent sentir et interpréter les besoins du peuple et s'adresser à lui sans médiation.

Ils n'ont certes pas attendu le triomphe de la télévision et des sondages pour se manifester, mais ils utilisent ces instruments de la « démocratie d'opinion » qui doivent, selon leurs vœux, compléter, voire remplacer les procédures traditionnelles de la démocratie représentative.

Daniel Vernet

Lire la suite page 16

Nos choix

Au terme du plus long « règne » républicain de son histoire, la France va donc voter. Et changer d'époque. Avec François Mitterrand, une génération s'en va, qui avait été façonnée par le dernier conflit mondial et dont les repères culturels s'étaient construits dans la première moitié du siècle. On ne pouvait d'ailleurs rêver symbole plus fort de ce tournant historique : au lendemain même du vote sera célébré le cinquantième anniversaire de la victoire contre la barbarie nazie. Ceux qui s'approprient à prendre en charge le destin du pays ont devant eux un monde incertain, aux crises imprévisibles parce qu'elles échappent aux anciennes grilles de lecture. Ils devront d'abord prouver qu'ils sont à même de les déchiffrer et de tenter d'en maîtriser le cours.

Pour mieux souligner l'ampleur des défis qui attendent le prochain président, nous les avons, dans ces colonnes, autant que possible, inventoriés ; en préférant le débat des idées au choc des petites phrases, l'analyse des programmes aux effets de manche et de mode. Vient maintenant le temps du choix. C'est-à-dire celui de la liberté, et parfois, aussi, de l'indécision démocratique. Notre rôle, en une telle occasion, n'est certes pas de prescrire, mais de contribuer à l'exercice de cette liberté ; il est encore moins de prétendre penser pour nos lecteurs, mais plutôt de leur offrir nos analyses, forts de la diversité de nos sources. Il est aussi de les informer en leur faisant connaître nos propres choix, tout en respectant leur liberté et leur réflexion.

Il a pu paraître nécessaire de prendre parti fermement, lorsque, par exemple, l'alternance tardait, au point de figer le système de représentation politique et de paraître museler la société.

J.-M. C.

Lire la suite page 16

L'embellie des travaillistes anglais



TONY BLAIR

LE SCRUTIN local du jeudi 4 mai, en Angleterre et au pays de Galles, a été remporté haut la main par les travaillistes, au détriment du Parti conservateur du premier ministre John Major. Les résultats, encore partiels vendredi en fin de matinée, indiquent que les tories, avec environ un quart des voix, sont pratiquement balayés du paysage local. Tony Blair, le nouveau chef du Labour, se pose désormais en concurrent crédible en face d'un Parti conservateur divisé et usé par seize ans de pouvoir. D'autant que le chef du Labour vient d'arracher aux militants une formulation renouée des statuts excluant toute référence à la « propriété commune des moyens de production ».

Lire page 2

Numéro exceptionnel

L'histoire des deux septennats de François Mitterrand

Mercredi 10 mai

dans *Le Monde* daté 11

Prix de vente 70 F

Le Monde

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 350 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2700 L; Luxembourg, 48 FL; Maroc, 9 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON., 230 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 800 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,10 FS; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 0506 - 7,00 F

Tension au Sri-Lanka

La reprise de la guerre civile au Sri-Lanka est un événement déprimant pour tous ceux qui espéraient voir enfin la raison l'emporter dans ce pays déchiré par le conflit le plus meurtrier du sous-continent indien. Les Etats de la région, eux-mêmes travaillés par les intégrismes religieux et les irrédentismes, ne cachent plus leur inquiétude face au « saut qualitatif » que viennent d'accomplir les séparatistes tamouls en faisant usage de missiles sol-air pour abattre des avions militaires sri-lankais.

Face à ce fâcheux précédent, il y a fort à parier que New-Delhi ne restera pas insensible à la demande d'assistance militaire que Colombo vient de lui présenter.

En prenant l'initiative de rompre une trêve de plus de trois mois, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) viennent de montrer, une fois encore, leur inflexibilité. Ils ont surtout conforté les certitudes des « faucons » de l'armée qui n'ont jamais vu d'un très bon œil les initiatives de paix engagées par la présidente sri-lankaise, Chandrika Kumaratunga.

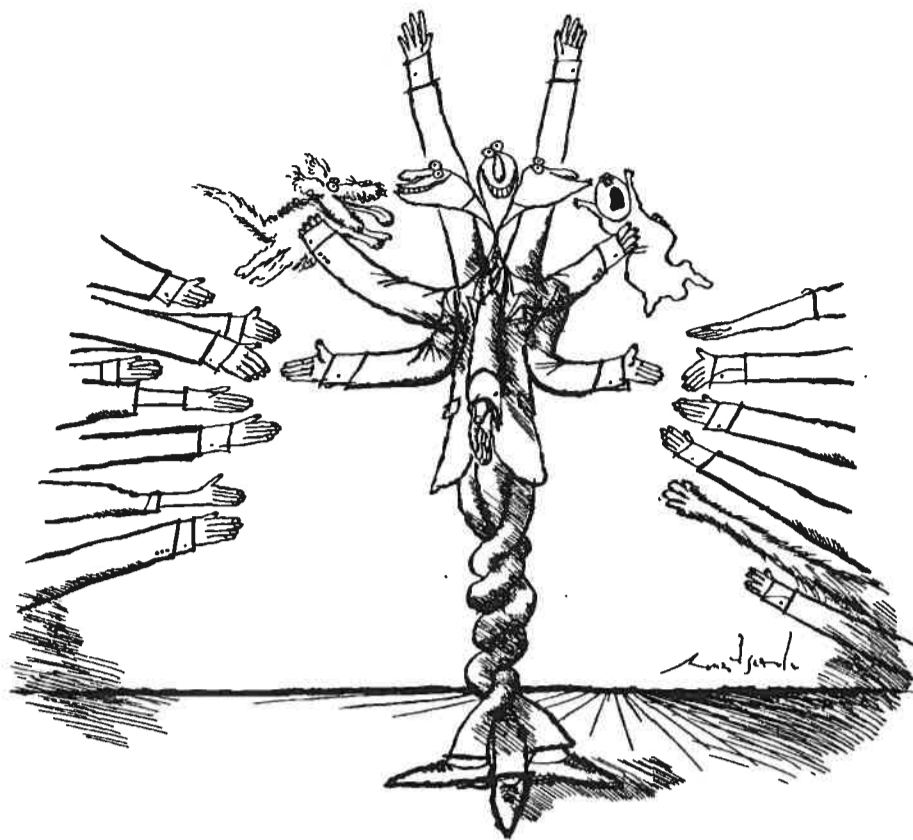
De nombreux observateurs avancent que la structure même du LTTE - l'une des guérillas les plus efficaces au monde - ne saurait s'accommoder par nature d'un processus de négociations qui oblige les

adversaires à faire montre de souplesse. En outre, si la paix avait pu être conclue, la population tamoule, écœurée par cette guerre sans fin, n'aurait peut-être pas apporté ses voix aux « Tigres ».

L'accusation des séparatistes contre le chef de l'Etat, qui aurait, à les en croire, profité de la trêve pour permettre à son armée de mieux répartir en guerre, peut, en réalité, se retourner contre les « Tigres ». Ce n'est un secret pour personne que ces derniers ont toujours utilisé les cessez-le-feu précédents pour reconstruire des bunkers et regrouper leurs forces. M^{me} Kumaratunga avait, de son côté, fait un geste de compromis et accepté, dans des limites raisonnables, un certain nombre d'exigences de la guérilla. En face, elle n'a trouvé que des négociateurs polis mais têtus, refusant de céder un pouce de terrain à l'« ennemi ».

La déception de M^{me} Kumaratunga, elle-même d'ethnie majoritaire cinghalaise mais soucieuse de redonner aux Tamouls des droits qui ont été bafoués, doit donc être à la mesure de son attente. Reste à savoir quelle sera la réaction de son armée : les militaires ont non seulement perdu beaucoup d'hommes dans le conflit, mais ils n'ont jamais pu écraser une guérilla qui, elle, a réussi à imposer une indépendance de facto dans son bastion de la péninsule de Jaffna.

Le candidat par Ronald Searle



La tentation populiste

Suite de la première page

Après son revers au récent scrutin régional, Silvio Berlusconi n'a-t-il pas déclaré que les sondages préélectorales reflétaient mieux l'état de l'opinion que le résultat de la consultation ?

L'effondrement du monde bipolaire en Europe a libéré les pulsions populistes à l'Est comme à l'Ouest. La faillite du communisme a laissé les pays d'Europe centrale et orientale sans société civile, sans organisation juridique, sans pouvoir légitime, sans mémoire démocratique pour la plupart d'entre eux. Dans un premier temps, les élites de l'ancien système ont été rejetées, les intellectuels dissidents marginalisés, si bien qu'après une période d'instabilité, le retour à un certain ordre est attendu des néocomunistes repoints aux couleurs de la social-démocratie. Ou d'un chef-président, autocrate qui ne répugnerait pas à employer des méthodes antidémocratiques « pour sauver la démocratie » ; ou encore, comme en Pologne, d'une combinaison des deux.

Mais cet effet de la destructure politique et sociale n'est pas propre à l'Europe de l'Est. Dans un article de la revue *Le Débat* (numéro 67, novembre-décembre 1991), un spécialiste de la Yougoslavie, Joseph Krulic, avait bien montré comment le populisme « présuppose comme condition de possibilité une crise de la légitimité politique », que celle-ci intervienne dans un Etat de droit ou dans un Etat totalitaire. L'éclatement des structures traditionnelles provoque une désorientation propice à toutes les aventures.

Le populisme a une longue histoire. Comme doctrine politique, il est apparu au XIX^e siècle en Russie, chez les intellectuels qui, influencés par le romantisme allemand et les théories *völkisch* de Herder et de Schelling, se découvrent coupés du peuple - à cette époque essentiellement les paysans - dans lequel ils trouvent le secret de la vie véritable. Selon le philosophe russe Nicolas Berdiaïev, « le populisme est avant tout la foi dans le peuple russe ». Les *narodniki* - de *narod*, peuple - créent un parti clandestin qui influencera largement le mode d'organisation des bolcheviks, même si Lénine critiquera les théories des populistes, contrairement à la lutte des classes, et la dérive terroriste d'une partie d'entre eux. A la même époque, naît aux Etats-Unis un autre mouvement populiste dont la base sociale est également la paysannerie.

Au tournant du siècle, le populisme se caractérise par une double idée. D'une part, le « peuple », les « petits », les défavorisés, constituent un terreau fertile, obscur, anonyme, d'où jaillit la vérité. D'autre part, ce peuple est le creuset de la communauté nationale. Ces deux composantes se retrouvent dans les variétés de populisme qui connaissent leur apogée après la première guerre mondiale.

L'exemple le plus frappant est sans doute le fascisme italien. Enfant illégitime du socialisme, il veut imposer un idéal social à la place de la lutte des classes. Issu du Parti socialiste qu'il a quitté parce que celui-ci s'oppose à la guerre, Mussolini tente une synthèse entre des tendances contradictoires, son passé anarcho-syndicaliste et sa ferveur nationaliste. Ce que Joseph Krulic appelle la « bouillie » populiste trouve son expression dans une idéologie anticapitaliste, antidémocratique, antiintellectuelle, xénophobe enfin, parce que les menaces de désagrégation censées peser sur la communauté nationale viennent aussi de l'étranger, que cet étranger prenne la figure du juif ou de l'immigré, ou la forme plus impersonnelle du « cosmopolitisme » que les légataires de l'extrême droite débuisquent derrière l'Europe supranationale. L'Europe d'aujourd'hui n'est pas celle des

Nos choix

Suite de la première page

Il pourrait être nécessaire de brandir résolument l'étendard de la résistance si la démocratie venait à être menacée, comme ce serait le cas si l'intolérance et la xénophobie parvenaient au seuil de la République. Nous ne sommes pas aujourd'hui dans une situation de cette nature : la droite a pu gouverner quatre ans, durant le règne mitterrandien, et la gauche gouvernante lui a, allègrement, fait quelques notables emprunts ; les deux candidats à l'Elysée partagent une égale aversion à l'encontre de l'extrême droite, même si leur détermination à la combattre en ne cédant en rien à ses thèmes de prédilection ne pourra être jugée qu'à l'aune de leur pratique du pouvoir ; au reste, l'un et l'autre ont fait assaut, lors de leur débat télévisé, de compliments et d'annonces de leurs points d'accord.

Aussi le choix, pour un journal qui vient de se donner les moyens de conforter son indépendance vis-à-vis de tous les pouvoirs, ne se résume pas à celui d'un homme. Il est - et serait, quel que soit l'élu - remis en jeu à chaque inflexion de la politique suivie. *Le Monde* ne peut pas être, et ne serait pas, vis-à-vis de la droite, un organe d'opposition systématique ; ni, vis-à-vis de la gauche, un lieu de soutien inconditionnel : il fait crédit aux gouvernants, et s'efforce de les juger sur pièces, à leurs actes plus qu'à leurs paroles. En gardant à l'esprit que la vigilance critique, qui est notre exigence, fonde notre volonté d'être un journal de référence ; y compris pour ceux qui, parmi nos lecteurs, ne partagent pas nos engagements. Ces derniers sont connus :

- le choix de l'Europe, et de la monnaie unique, qui marquera l'affirmation d'une véritable identité européenne, contre le repli national ; à la condition que l'édifice communautaire s'incarne davantage auprès des peuples et tourne le dos à la perspective d'une simple zone de libre échange ;

- la démocratisation de nos institutions et le renouvellement de la vie politique, étape nécessaire de la réhabilitation de la classe politique dans un pays dont les partis du gouvernement sont récusés par plus d'un Français sur trois ;

- la priorité sociale dans ce qu'elle implique de combat sans relâche contre les inégalités et les injustices, dans ce qu'elle suppose de mobilisation et de solidarité dans la bataille contre le chômage et l'exclusion ;

- le souci accordé aux libertés, qui reculent dès qu'elles cessent d'avancer, et dont le respect s'apprécie d'abord dans le comportement quotidien de la justice et de la police vis-à-vis des immigrés, au moins autant que dans la réaffirmation, par les textes, de cette belle part de l'identité française qui est le droit d'asile, la tradition d'accueil et d'ouverture ;

- le refus d'un monde dominé par les riches du Nord, inconscients des drames du Sud ; car, à ne pas assumer notre part de responsabilité, les régressions intégristes et antidémocratiques continueront de s'étendre.

Tels sont nos choix.

★

★

Sans doute la personnalisation de la vie politique induite par l'élection présidentielle au suffrage universel conduit-elle à passer des programmes aux hommes, des engagements aux personnalités. Jacques Chirac a, de ce point de vue, le bénéfice de la volonté qu'il a manifestée et de l'élan qui semble le porter, de la longévité politique aussi, qui lui permet de mettre en avant son expérience ; c'est aussi son handicap : durant les vingt années où il a su se placer au cœur du « système », dans la majorité comme dans l'opposition, il a pu donner l'impression de « changer » plus souvent qu'à son tour ; avec lui peut apparaître le risque, toujours possible, d'un changement de pied inopiné. Comment, après l'annonce soudaine d'un référendum non plus sur la monnaie unique, mais sur les futures institutions européennes, et d'un bouleversement de notre fiscalité, à quarante-huit heures du second tour, ne pas être enclins à craindre une certaine instabilité ?

Lionel Jospin a l'avantage de la rigueur et de l'éthique, qu'il paraît être à même de restaurer, et de la nouveauté et du renouvellement qu'il promet ; son passage au gouvernement ne l'a pas privé d'exprimer avant bien d'autres un regard critique bienvenu sur les septennats mitterrandiens ; c'est aussi son handicap : il lui faudrait plus de temps que ne lui en a donné le choix, heureux mais tardif, des militants socialistes pour réussir à imposer la rénovation intellectuelle et morale dont la gauche a besoin.

Dans les deux cas, le pays fait un pari. Pari pour Jacques Chirac sur le changement d'un homme qui a, dans un passé récent, épousé trop de postures politiques différentes pour que l'on soit assuré de la cohérence de son projet. Pari pour Lionel Jospin sur le fait qu'un rapide retour de la gauche au pouvoir ne s'accompagnerait pas de pratiques de pouvoir condamnées par les Français, venant notamment de la part d'un parti qui a pu se montrer moins sensible au partage des richesses qu'à celui des places.

Quelle que soit l'issue du scrutin, la garantie démocratique semble désormais acquise d'une opposition solide : à droite, naturellement, si Lionel Jospin est élu ; à gauche, si Jacques Chirac est élu, grâce à Lionel Jospin qui a déjà gagné son pari personnel en montrant qu'on pouvait incarner l'espérance sans démagogie. Mais l'essentiel et le plus dur restera à faire. Eviter au pays une gestion à la petite semaine, lui tracer de nouvelles frontières, surtout être capable d'unifier des intérêts variés et divergents, alors que le lien organique au sein de la société se défait. Retisser donc le lien social, si l'on veut avoir une chance de transformer la V^e République en un régime citoyen, et nous garder de réduire la politique à la fascination d'un pays envers un homme.

J.-M. C.

années 30 ; à l'Ouest, l'intégration européenne a canalisé les rivalités nationales ; à l'Est, la plupart des Etats aspirent plus à rejoindre l'Union qu'à en découdre avec leurs visions. Mais le terreau populiste reste fertile. En France, la dénonciation de « l'établissement », comme dit Jean-Marie Le Pen, trouve un écho d'autant plus fort que la fracture sociale se creuse et que les porte-parole patentés des défavorisés ont été emportés dans le discrédit du communisme.

En France, l'élection du président de la République est « un contrat entre un homme et un peuple »

La crise de la gauche a marginalisé le PC, le mitterrandisme au pouvoir n'a pas permis l'installation d'un puissant mouvement social-démocrate ; la crise de la droite tirailée entre l'hyperlibéralisme et la tradition colbertiste a laissé le champ libre au Front national qui a récupéré une partie des laissés-pour-compte, déçus du communisme. Le système français fondé sur l'école républicaine, la laïcité, le service public ne répond plus à ses objectifs. Le fossé entre les gouvernés et les gouvernants est élargi par le développement de la « démocratie féodale » - l'expression de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* ne s'applique pas seulement au sommet de l'Etat. Le rêve de l'enrichissement personnel et rapide a refoulé les valeurs d'effort et de solidarité. L'immédiateté l'emporte sur la réflexion, le sentiment sur la raison.

Aussi décriées soient-elles, les organisations politiques traditionnelles résistent pourtant mieux que ne le pensaient les théoriciens de la « démocratie d'opinion ». On le voit, en France, où les partis politiques ont joué leur rôle dans l'élection présidentielle, comme en Italie où les paillettes télévisuelles et le marketing politique n'ont pas suffi à pérenniser le succès de Berlusconi. Sans doute la V^e République est-elle plus propice que les régimes parlementaires à la tentation populiste, parce que l'élection du président de la République est, pour reprendre une formule gaulliste, « un contrat entre un homme et un peuple ».

C'est précisément pour cette raison que le rôle des corps intermédiaires doit être valorisé, que l'importance du politique doit être soulignée, que tous les médiateurs - partis, associations, syndicats - doivent être associés à l'exercice du pouvoir. Afin de ne pas laisser le « chef » et la « plèbe » dans un face-à-face aliénant où la télévision et les sondages renvoient les images de l'un et de l'autre. Afin que, comme le disait Jean-Jacques Rousseau à propos des Anglais, les citoyens ne se sentent jamais aussi libres qu'au moment d'élire leurs représentants.

Daniel Vernet

RECTIFICATIFS

PHILIPPE BERTRAND

Le dessin *Le Sondeur* paru en page 16 du *Monde* du 5 mai est de Philippe Bertrand, et non de Philippe Bernard comme indiqué par erreur.

SKINHEADS

Le témoignage décrivant le meurtre du Marocain poussé à la Seine par un agresseur de « genre skin » émane d'un homme observant les faits du quai du Louvre et non, comme nous l'avons écrit à la suite d'une erreur de transmission, du pont du Carrousel (*Le Monde* du 5 mai).

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance. Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction ;

Eric Pialoux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué ; Rédacteurs en chef : Thomas Ferenczi, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig ;

Manuel Lucbert, directeur du *Monde des débats* ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction ;

Médiateur : André Laurens ; Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président ;

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994) ;

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises, Jean Marie Colombani, président du directoire ;

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75010 PARIS CEDEX 15 ; TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40 65 25-99 Téléc. : 206.806F ;

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX ; TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49 60 30-10 Téléc. : 261.311F ;